



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de  
l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°52 – 23 janvier 2014

**Le "pacte de responsabilité" Hollande - Gattaz est une attaque violente contre la Sécurité sociale, une réduction brutale du salaire brut pour tous les travailleurs, une offensive sans précédent contre les fonctionnaires et les services publics.**

**La responsabilité des directions syndicales (CGT, FO, FSU) est de rejeter de manière claire et nette le "pacte de responsabilité" et de refuser de le mettre en oeuvre en refusant de participer à la concertation organisée dans ce but par Hollande et le gouvernement Ayrault-Duflot-Pinel.**

## **Combattre Pour le Socialisme décide de faire connaître l'intervention faite au Conseil National de la FSU du 21 janvier par le représentant du courant Front Unique dans ce Conseil**

Camarades, le courant Front unique estime qu'une question capitale est posée à notre Cdfn comme à l'ensemble des organisations syndicales : Est-il possible de soutenir le pacte de responsabilité de Hollande ou devons-nous de la manière la plus claire et la plus nette le rejeter ?

Rappelons que ce pacte survient à la suite de nombreuses attaques contre les travailleurs et en faveur des capitalistes : crédit impôt compétitivité, loi de flexibilité (ANI) et loi sur les retraites, pour n'en citer que trois.

Le pacte de responsabilité, c'est d'abord la baisse drastique du coût du travail avec l'exonération des cotisations famille ce qui représente une baisse de 5% de la masse salariale : c'est un véritable hold-up de 35 milliards sur le salaire différé. Chacun sait d'ailleurs que la fiscalisation censée le compenser sera prétexte à un nouveau plan d'ampleur contre la Sécurité sociale.

Ce pacte, ce sont 50 milliards supplémentaires d'économies de dépenses publiques pour les 3 années qui viennent après les 15 milliards d'économies du budget 2014. Cela impliquerait des suppressions massives de postes de fonctionnaires dans toutes les fonctions publiques, y compris dans l'Education nationale, ainsi que des diminutions de prestations sociales.

Quand Hollande affirme vouloir « *redéfinir les missions de l'Etat* » et « *mener des réformes structurelles* », c'est la liquidation des statuts des différentes catégories de fonctionnaires que prépare le rapport Pêcheur qui préconise la liquidation de la reconnaissance des qualifications par les diplômes, le concassage du système des carrières, la suppression des corps, la mobilité entre les différentes fonctions publiques.

En annonçant enfin un accroissement des prérogatives des collectivités territoriales, Hollande veut sans doute encore leur transférer des missions et des fonctionnaires d'Etat.

En fait, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel poursuit la politique contre laquelle la classe ouvrière et la jeunesse s'étaient dressées en 2012 en chassant Sarkozy et en élisant une majorité de députés du PS et du PCF.

Ainsi, Hollande assume pleinement les destructions des campements des Roms y compris pendant l'hiver et, dans la tradition de l'impérialisme français, il a conduit coup sur coup deux interventions militaires, au Mali et en Centrafrique. Il s'apprête à être reçu par le pape qui participe à une campagne contre le droit à l'avortement dont la pointe avancée se situe en Espagne et qui se propage dans notre pays.

J'ai posé en début d'intervention la question : soutien ou refus du pacte de compétitivité ? On ne sera pas étonné de constater le soutien ouvert du Medef ou celui plus embarrassé de l'UMP tant le pacte de responsabilité est la reprise des revendications patronales.

Mais qu'en est-il des responsables des organisations syndicales et en particulier de ceux de notre fédération ? On a certes entendu le responsable de la CGT dénoncer le « pacte » comme un cadeau au patronat, mais on a surtout découvert une position intersyndicale CGT-CFDT-UNSA-FSU publiée quelques heures avant la conférence de presse de Hollande. Ce texte ne dit pas un mot contre les plans de licenciements ou pour la défense des salaires. Mais c'est surtout sa conclusion qui en une phrase exprime sans équivoque l'essentiel : « *Les organisations signataires porteront ces revendications et objectifs communs lors des discussions qui se dérouleront dans le cadre du pacte de responsabilité.* » Ce qui rassemble donc l'ensemble des organisations signataires, c'est l'acceptation de s'inscrire dans ce pacte.

Ce matin, lors de ses vœux aux « forces vives », Hollande a donc pu présenter aux dirigeants syndicaux sa feuille de route et rappelé sa méthode, celle du dialogue social. Rappelons que la 1<sup>ère</sup> conférence sociale avait abouti à l'ANI, la 2<sup>e</sup> à la loi sur les retraites et l'objectif de la 3<sup>e</sup>, à travers le pacte de responsabilité, c'est la remise en cause de tout le système de protection sociale.

Alors la responsabilité de toute organisation affirmant parler au nom des travailleurs, la responsabilité de notre fédération est de condamner clairement le pacte dit de responsabilité et de tout mettre en œuvre pour imposer son retrait. Cela implique bien évidemment le refus de toute concertation destinée à permettre son adoption.

La responsabilité de notre fédération est de s'adresser aux confédérations ouvrières (CGT et FO) pour dresser un front uni contre le « pacte » gouvernement-Medef.